

# L'Église est-elle soluble dans la laïcité ?

Entretien avec Paul Löwenthal (Ads 53)

*Professeur émérite à l'UCL, Paul Löwenthal (Ads 53) est économiste mais il a profité de sa retraite pour s'ouvrir de nouveaux horizons. Comme président du Conseil interdiocésain des laïcs de 2001 à 2007, il a investi la philosophie politique et il s'est intéressé à la place des convictions religieuses et philosophiques dans l'État laïque. Il vient de publier un livre sur le sujet : «Un droit, des morales. Valoriser l'État laïque». Nous en avons parlé dans notre édition précédente. Rencontre.*

**Horizons: A vous lire, l'Église pourrait se trouver à l'aise dans un État séculier. Vous semblez même favorable à un État laïque.**

**Paul Löwenthal :** Je le suis en effet, et pas seulement parce que les autres religions et l'humanisme athée ont autant que nous le droit de vivre leurs convictions. C'est aussi, et je parle d'expérience, que l'autre qui pense autrement peut nous apporter sa sagesse, et que les questions ou objections qu'il nous adresse nous forcent à réfléchir et, parfois, à infléchir notre opinion.

**Horizons: Cet autre, tout respectable qu'il soit comme personne, ne va quand même pas nous dicter notre foi ?!**

**Paul Löwenthal :** Non, mais il peut nous aider, comme souvent dans le passé, à mûrir notre foi et à affiner nos jugements moraux : que serions-nous sans notre héritage juif, sans la philosophie grecque, sans la Réforme protestante, sans la pensée humaniste qui nous a forcés à voir comme dans un miroir combien nous trahissions le message libérateur du Christ ? Les défis moraux et politiques que nous affrontons ne se laissent pas trancher sans conflits de conscience et les diverses sensibilités qui tissent notre société et notre Église ont toutes quelque chose à apporter à nos discernements, dans l'épaisseur humaine et l'ambiguïté des situations que nous affrontons. Nous pouvons les affronter en Église (c'est la richesse du catholicisme) mais non par l'application de principes désincarnés, ni en ignorant le reste de la société, ni en prétendant lui imposer nos vues. Encore que nous ne puissions laisser commettre ce que nous jugeons être des meurtres, au prétexte que d'autres en jugent autrement...

**Horizons: S'en remettre au débat, n'est-ce pas risquer le relativisme, accepter que «toutes les convictions se valent» ?**

**Paul Löwenthal :** Le dialogue des convictions suppose des convictions. Nous devons évidemment faire valoir les nôtres, dans le désaccord et dans le conflit. Et les principes ne se prêtent pas au compromis comme dans une négociation financière, de sorte que le débat suppose des convictions fortes. Mais attention : elles ne doivent pas être fortes pour pouvoir s'imposer, elles doivent être fortes pour pouvoir s'exposer ! Nous devons pouvoir supporter les objections et les critiques ; pour que nous puissions y répondre, mais parfois aussi reconnaître que nous n'avons pas la réponse, ou que nous divergeons entre nous sur la réponse à donner ; et pour que nous puissions donc reconnaître la pertinence de certaines des objections qui nous sont faites. Tout cela sans nous renier. Ce n'est pas du relativisme, cela.



**Horizons: Cela revient quand même à traiter toutes les convictions en égales : n'est-ce pas là instaurer un agnosticisme légal, une sécularisation qui fait le lit de l'indifférence ?**

**Paul Löwenthal :** L'égalité laïque est une égalité de droits reconnue aux communautés, elle ne concerne pas leurs croyances ou leur morale. La séparation entre l'Église et l'État, que nous acceptons, n'impose pas une neutralité ou un amoralisme dans la société. Il est important de se rendre compte (et de rappeler à certains laïques «de combat») que la société ne se réduit pas

à l'État et que les personnes qui la vivent ne sont pas seulement les citoyens d'un État. Nous demandons que l'État ne concède pas seulement un minimum de droits à des religions « confinées (sic) dans la sphère privée », mais qu'il leur accorde le maximum de droits compatible avec le respect des autres et de la loi civile. Seul l'État doit être neutre et il ne peut réprimer des expressions de conviction que si elles violent la dignité humaine ou troublent l'ordre public. Les militants laïques belges se veulent plus restrictifs. Ils acceptent mal que le champ éthique relève à la fois des convictions et du politique, de la morale et du droit. Ils voudraient que la séparation Église-État soit un clivage complet, conduisant à une ignorance mutuelle.

Cela dit, la sécularisation est en soi une excellente chose. Elle prend au sérieux l'autonomie responsable des enfants de Dieu, « créés créateurs » comme dit Adolphe Gesché.

En morale, l'Église catholique confie le conseil ultime à notre conscience personnelle éclairée : en ce sens, l'Église aussi est sécularisée. Ce qui fait craindre le relativisme ou l'anomie, c'est la dérive d'une liberté responsable vers un libertarisme. Si la loi ne prend pas parti et permet à peu près tout, les agnostiques et les indifférents sont laissés à eux-mêmes. Pour les uns, tout sera permis ; le désarroi poussera d'autres dans le refuge de sectes ou de petites communautés.

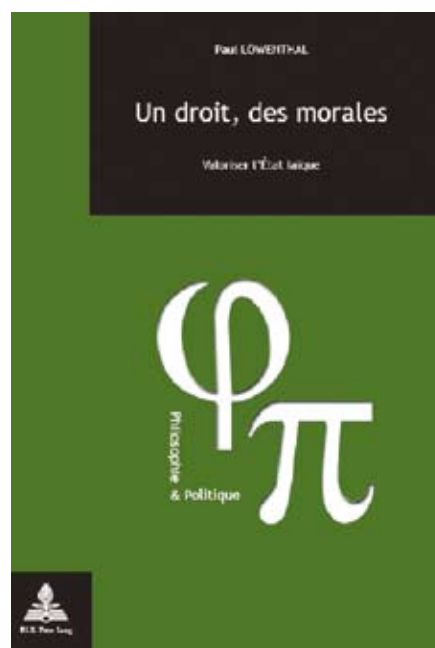
Tout cela explique que, dans mon livre, je m'oppose à la tendance du courant laïque à nier l'intérêt général des religions. Puisque l'État laïque doit rester neutre mais que l'intérêt général commande que les citoyens aient une préoccupation morale, l'État doit s'en remettre aux diverses communautés de conviction et aux organisations de la société civile et favoriser leurs débats afin d'informer les gens « sans conviction fixe » qui doivent aussi se déterminer. C'est pourquoi je préconise une laïcité inclusive où l'État non seulement protège les communautés de conviction, mais les soutienne et favorise leur participation au débat démocratique.

**Horizons: A vouloir multiplier les controverses, la laïcité ne va-t-elle pas multiplier les conflits ?**

**Paul Löwenthal :** Je pense au contraire que le dialogue est un apprentissage à la cohabitation. Et de toute façon, les conflits sont la vie même ! Nous avons, les chrétiens plus que d'autres, le réflexe d'éviter les conflits sous prétexte de les éviter. Alors que les désaccords et les conflits sont déjà là et qu'on peut seulement les gérer. Dans l'ordre public, c'est l'objet du politique, sous l'égide de l'État qui est censé être le garant de l'intérêt général.

**Horizons : L'est-il ?**

**Paul Löwenthal :** Non, aucun État ne l'est et ils le sont moins aujourd'hui qu'il y a trente ans ! L'État laïque dont je parle est donc idéalisé : un État de droit démocratique respectueux des droits de l'homme. Mais l'exigence vaut aussi pour les religions et courants philosophiques : eux aussi doivent accepter le



fondement de la dignité humaine et ses traductions : les droits de l'homme, l'État de droit démocratique et ses lois – ce qui est précisément une exigence de la laïcité. Il en va de la laïcité comme de la démocratie, elle est une ambition, un projet à réaliser – et nous ne pouvons évidemment le réaliser qu'ensemble.

J'ajoute une complication qui est en même temps un enjeu majeur : l'Europe. La diversité des situations (donc des histoires : nous en sommes les héritiers et nous ne saurions nous en abstraire) est considérable : il n'est pas commode de ne pas être catholique en Pologne, a fortiori musulman dans une Turquie qui est loin d'être aussi laïque qu'elle le dit. A l'inverse, « l'exception française » isole les religions et elle n'est pas exportable. Seul un modèle inclusif donnant sa place aux religions comme à l'humanisme

athée, serait adaptable aux situations européennes, avec des modalités chaque fois adaptées aux cultures locales ; lui seul permettrait de donner « une âme à l'Europe » comme voulait Jacques Delors.

**Horizons: Quand même, cela forcerait l'Église catholique à accepter des compromis qui mettent à mal certaines de ses pratiques et limiteront sa liberté morale ? La doctrine romaine ne serait plus strictement suivie par nos évêques et les fidèles se sentiraient pousser des ailes...**

**Paul Löwenthal :** Que voilà une belle image ! Disons que cela donnera une légitimité institutionnelle à des comportements qui sont déjà fréquents mais qu'une tradition d'obéissance fait paraître subversifs à certains. La détermination morale en conscience informée et formée ne fait-elle pas partie de la doctrine officielle de l'Église ? Grâce à Dieu... et aux hommes, nous ne pratiquons pas une pensée unique. Bien sûr, la pensée du magistère, revêtue d'autorité, n'est pas seulement une pensée à côté des autres, mais si elle engage notre liberté, elle ne peut l'aliéner. Elle ne saurait gommer les conflits de conscience que nous affrontons, ni donc faire prévaloir des principes sur la sollicitude d'une charité incarnée.

Qui plus est, n'est-il pas gênant que certains débats éthiques opposent la seule Église catholique à tous les autres, chrétiens inclus ? Il n'est pas logiquement impensable que Rome puisse avoir raison contre tout le monde, mais les témoignages et réflexions plus nuancés et surtout plus compatissants de catholiques incontestables et de grande qualité permettent d'en douter... Que l'autorité doive en discuter, avec nous et avec d'autres, ne peut qu'être saluaire.

**Horizons: Devons-nous comprendre qu'à votre avis, l'Église catholique gagnerait à une laïcité politique ?**

**Paul Löwenthal :** Être catholique c'est vouloir être chrétien, donc ma réponse est oui.

Merci, Paul pour ce témoignage.